

ROYAUME DU MAROC
HAUT COMMISSARIAT AU PLAN

BUDGET ECONOMIQUE PREVISIONNEL
2005 - 2006

Janvier 2005

SOMMAIRE

Préambule.....	1
Résumé.....	4
1.L'environnement international	7
2.Aperçu sur les réalisations macroéconomiques durant la période 2000-2004	9
3.La croissance économique révisée de 2004.....	12
4. Les perspectives économiques en 2005 et 2006.....	13
4.1. La croissance économique	13
4.1.1. Le secteur primaire	13
4.1.2. Le secteur non agricole.....	15
4.2. Les composantes du PIB	18
4.2.1. La consommation finale nationale.....	18
4.2.2. L'investissement.....	19
4.2.3. Le commerce extérieur	20
4.2.4. La contribution des composantes du PIB à la croissance.....	22
4.3. L'emploi.....	22
4.4. Le financement de l'économie	24
4.4.1. L'épargne.....	24
4.4.2. Les finances publiques.....	25
4.4.3. Les finances extérieures.....	29
4.4.4. La masse monétaire et ses contreparties.....	30
ANNEXES	32

PREAMBULE

Le Plan Quinquennal 2000-2004 étant arrivé à son terme, le Haut Commissariat au Plan a publié un rapport d'évaluation qui retrace les principales réalisations économiques et sociales de la période quinquennale ainsi que l'état d'avancement des réformes du cadre institutionnel, réglementaire et organisationnel régissant l'économie nationale. Des comparaisons ont été effectuées avec les objectifs retenus initialement pour approcher les performances et les contre-performances, mesurer les écarts, en apporter des explications et des réponses dans les limites du possible et en tirer les enseignements utiles pour la gestion du développement économique et social.

Parmi les principaux enseignements tirés de ce rapport d'évaluation découle l'impératif d'une révision de l'approche de la planification. L'approche préconisée devrait être articulée autour de trois grands axes qui sont la prospective, la planification stratégique et l'évaluation. Elle devrait être également soutenue par un système d'information fiable et cohérent et par des outils techniques et des instruments d'analyse permettant d'apporter les réajustements adéquats et opportuns à la politique de développement. La réussite de la mise en œuvre de ce processus passe inéluctablement par la mise en œuvre effective de chacun des trois axes, en lui accordant le temps nécessaire et en assurant une plus grande implication des différents acteurs de développement.

Le Haut Commissariat au Plan mène actuellement une réflexion prospective sur le Maroc 2030, qui aboutira au terme de 2005 et au début de 2006 à l'élaboration de scénarios de futurs possibles pour la société marocaine dans son contexte mondial et régional. Ces scénarios seront mis à débats et donneront lieu aux orientations stratégiques de développement définis par les institutions nationales compétentes.

En attendant l'achèvement de cette opération d'envergure, les acteurs de développement ont besoin d'un éclairage sur l'évolution économique nationale à court terme. Le Budget économique prévisionnel 2005-2006 répond à ce besoin.

Son élaboration s'appuie sur les objectifs prioritaires de la loi des finances 2005 dont le cadre de référence est défini par les hautes Orientations Royales découlant des différents Discours et Messages de Sa Majesté le Roi.

S'inscrivant dans la ligne d'orientation du Plan Quinquennal 2000-2004, la politique retenue pour 2005-2006 vise à conforter la dynamique enclenchée et à consolider les acquis.

Ainsi, la réalisation d'une croissance économique forte et durable, créatrice d'opportunités d'emploi et confortée par des mécanismes assurant une bonne répartition des richesses générées, constitue l'une des priorités fondamentales des pouvoirs publics. Elle est de nature à appuyer le renforcement de la cohésion sociale, l'amélioration de l'accès des populations aux services de base, l'intensification des réformes entreprises dans différents domaines et la poursuite de la modernisation de la gestion publique.

Dans ce cadre, le Budget économique prévisionnel 2005-2006 établit les perspectives relatives à la croissance économique, à l'investissement, à l'emploi, à la consommation, au commerce extérieur et au financement de l'économie. Ces perspectives tiennent compte de l'évolution de l'environnement économique international et des actions de politique économique retenues par les pouvoirs publics en 2005, qui sont supposées être reconduites l'année d'après.

Par ailleurs, si le budget économique prévisionnel établit des prévisions, il ne traite pas de la politique économique, financière et commerciale à mettre en œuvre à moyen terme. A cet égard, les services du Haut Commissariat au Plan mènent actuellement un travail technique en vue de l'élaboration d'un cadre macroéconomique pour la période 2006-2010.

Il sera procédé dans une première étape à la projection à l'horizon de 2010 des tendances économiques observées durant les dernières décennies, notamment en matière de croissance économique, d'investissement, d'exportation et de dépenses publiques. Ces projections permettront de cerner les effets sur les créations d'emploi et de richesse et partant sur le niveau de vie et de mettre en exergue les difficultés qui pourraient se manifester dans le cas d'une croissance s'inscrivant dans la ligne de son sentier tendanciel.

Ce scénario de croissance économique tendancielle constituera le cadre de référence pour l'élaboration du cadre macroéconomique à moyen terme pour la période 2006-2010, qui fixera des objectifs économiques et financiers à atteindre et définira les conditions requises pour leur concrétisation. Les résultats de ce travail seront mis à la disposition des institutions compétentes dans les prochaines semaines.

RESUME

L'environnement international a été marqué, en 2004, par une hausse vertigineuse des cours du pétrole brut, estimés à 39 \$/baril en moyenne. Cette flambée des prix n'a, cependant, pas beaucoup perturbé l'économie mondiale dont les prévisions de croissance pour 2004 ont été revues à la hausse. Néanmoins pour les années 2005 et 2006, l'économie mondiale enregistrerait un léger fléchissement de son rythme d'évolution, mais qui resterait, toutefois, plus élevé que celui observé les deux dernières décennies, soit plus de 4%.

Le léger ralentissement de la croissance économique mondiale prévisible pour 2005 et 2006 se traduirait par une diminution du rythme d'accroissement du volume du commerce mondial qui serait de 8,4% en 2005 et de 7,8% en 2006. Ce rythme demeurerait, cependant, supérieur à sa tendance moyenne de longue période. Parallèlement, l'inflation resterait modérée au niveau mondial, confortée par l'hypothèse d'un repli graduel du cours international du pétrole brut qui passerait, selon les prévisions de la Banque Mondiale, de 39\$/baril en moyenne en 2004, à 36\$ et 32\$, respectivement en 2005 et 2006. De ce fait, les pays avancés semblent maîtriser la hausse des prix à la consommation. Celle-ci serait de 1,4% en 2005 et de 1,2% en 2006 au lieu de 1,7% en 2004.

Dans ce contexte, la croissance de l'économie nationale, qui a été de 3,8% durant la période 2000-2004, serait limitée à 2,6% et 3,2% respectivement en 2005 et 2006. Si la valeur ajoutée réelle des activités non agricoles devrait s'inscrire en hausse de 3,3% en 2005 et 3,4% en 2006, le secteur primaire, sous l'hypothèse d'une campagne agricole moyenne durant les deux années à venir, dégagerait une valeur ajoutée en baisse de près de 1,1% en 2005 et en légère hausse de 2% en 2006.

En matière d'emploi et sous l'hypothèse d'une stagnation des taux d'activité urbain et rural, la consolidation de la croissance des activités non agricoles marchandes se traduirait par une baisse du taux chômage urbain qui passerait de 19% en 2004 à 18,8% en 2005 et 18,5% en 2006. Toutefois, les perspectives des activités agricoles entraîneraient la hausse du taux de chômage rural à près de

4,5%, ce qui engendrerait une légère accentuation du taux de chômage national durant 2005-2006, soit environ 12% en moyenne annuelle.

Au niveau des composantes du PIB, la consommation finale des ménages résidents s'accroîtrait en terme réel de 3,0% en 2005 et d'environ 3,4% en 2006. Et compte tenu de l'accroissement de la population, la consommation réelle par tête progresserait de 1,6% en 2005 et de 2,0% en 2006. Cette tendance à l'amélioration du niveau de vie serait confortée par la conjugaison de trois facteurs. Le premier a trait à la maîtrise des prix, étant donné que l'inflation prévue serait limitée à 1,8% en 2005 et 1,0% en 2006 contre 1,9% estimée pour 2004. Le second est relatif à l'amélioration des créations d'emploi et partant des revenus, notamment en milieu urbain suite à la consolidation de la croissance des activités non agricoles marchandes. Le troisième facteur réside dans la poursuite de l'application des dispositions du dialogue social.

La consommation finale des administrations publiques, pour sa part, connaîtrait une augmentation réelle de 3,5% et 2,2% respectivement en 2005 et 2006, sous l'effet de la poursuite de l'application des dispositions du dialogue social et de l'avancement normal des fonctionnaires de l'Etat.

Il en est de même pour l'investissement dont la tendance à l'amélioration amorcée depuis 2002 se poursuivrait en 2005-2006. Ainsi, la formation brute de capital fixe (FBCF) serait en hausse de 6,5% et 6,7% en terme nominal, respectivement durant ces deux années.

Sur le plan des échanges extérieurs du Maroc, la balance commerciale, marquée par un déséquilibre structurel de plus en plus marqué, enregistrerait un déficit de l'ordre de 15,3% du PIB en moyenne, durant 2005-2006. En tenant compte de la balance des services, le déficit en ressources serait en quasi-stagnation, soit 6,5% du PIB. En effet, les importations de marchandises en valeur progresseraient de près de 5,4% en 2005 et de 5,0% en 2006, alors que les exportations de marchandises s'accroîtraient en valeur de 5,6% et 5,8% respectivement. Le taux de couverture se maintiendrait ainsi à près de 57% entre 2004 et 2006.

Quant au financement de l'économie, il serait marqué par la persistance de la sur-liquidité au niveau de l'économie nationale. L'épargne nationale représenterait près de 26,2% du PIB en 2005 et 26,6% en 2006 et le compte épargne-investissement dégagerait un excédent de financement. La balance des paiements connaîtrait, en fait, une consolidation de l'excédent du solde courant à près de 1,4% du PIB en moyenne en 2005 et 2006.

Pour ce qui est des finances publiques, les opérations du Trésor enregistreraient, en 2005, un déficit global (base ordonnancement) de 3,2% du PIB, soit un niveau inférieur à celui de 4,1% estimé pour 2004. Sans les recettes de privatisations, ce déficit, qui s'établit à 5,1% du PIB en 2004, se situerait à près de 5,8% en 2005 et à 5,1% en 2006. Par ailleurs, si l'on tient compte des paiements d'arriérés que le Trésor compte effectuer au profit de la caisse marocaine de retraite, le déficit global (base caisse y compris les privatisations) s'élèverait à près de 5,6% du PIB en 2005.

La masse monétaire, de son côté, s'accroîtrait de près de 5,4% en moyenne annuelle, durant la période 2005-2006. Elle s'inscrirait en légère hausse par rapport au PIB en passant de 91,9%, estimé pour 2004, à 92,9% en 2005 et à 93,8% en 2006.

1. L'environnement international¹

L'environnement international a été marqué, en 2004, par une hausse vertigineuse des cours du pétrole brut, estimés à 39 \$/baril en moyenne. Cette flambée des prix n'a, cependant, pas beaucoup perturbé l'expansion mondiale qui s'est poursuivie de façon assez conforme à ce qui avait été anticipé. Ainsi, les prévisions de croissance mondiale pour 2004 ont été revues à la hausse, en raison principalement d'une meilleure performance dans les pays de l'OCDE au début de cette année.

Pour les années 2005 et 2006, il est attendu que l'économie mondiale enregistre un léger fléchissement de son rythme de croissance. Celui-ci resterait, toutefois, plus élevé que celui observé durant les deux dernières décennies, soit plus de 4%. Ce ralentissement de la croissance serait dû essentiellement à la hausse des taux d'intérêt qui engendrerait une baisse de la croissance de l'investissement dans certains pays et à la politique de stabilisation appliquée dans les pays de la zone Euro.

Dans ce contexte, l'économie américaine réaliserait une croissance inférieure à celle enregistrée en 2004, soit 3,2% en moyenne annuelle durant 2005-2006 au lieu de 4,3% une année auparavant. Néanmoins, la zone Euro, principal partenaire commercial du Maroc, continuerait sa tendance à l'amélioration observée en 2004. Elle enregistrerait une croissance de 2,1% et 2,3% respectivement en 2005 et 2006 contre 0,5% en 2003 et 1,8% en 2004, soit des niveaux proches de la croissance potentielle de cette région. Cette reprise proviendrait d'un rebond de la demande intérieure, conjugué à une augmentation de la demande étrangère.

En Asie, l'activité serait tirée par la demande américaine et par la vive croissance de l'économie chinoise qui constitue, à travers ses importations, le moteur de la croissance de la zone. La Chine est devenue un trait d'union entre les pays asiatiques et les pays industrialisés dont la demande d'importation commande le dynamisme des exportations asiatiques. Cependant, un certain essoufflement de cet essor est prévu. Il se traduirait par un ralentissement de la

¹ Global Economic Prospect 2005: Banque mondiale

croissance économique de ce pays qui devrait passer de 9,0% en 2004 à 7,5% en 2005². Malgré ce léger ralentissement, la croissance de l'Asie de l'Est et des Pays du Pacifique resterait forte durant 2005-2006, soit de près de 7,1% et 6,6% respectivement et celle de l'Asie du Sud se maintiendrait aux environs de 6%.

En Afrique du Nord et Moyen Orient, l'activité devrait se maintenir sur sa tendance observée en 2004, soit un rythme de croissance d'environ 4,6% en moyenne annuelle. L'Afrique Sub-Saharienne, quant à elle, serait marquée par une légère amélioration de la croissance économique, qui avoisinerait 3,6% en 2005-2006 contre un taux moyen de 3,1% durant les trois dernières années.

Sur le plan des échanges internationaux, la reprise mondiale observée s'est accompagnée, depuis l'été 2003, d'une vive progression du commerce avec une croissance de 10,4% environ en 2004. L'Asie émergente a constitué le principal moteur de cette embellie des échanges internationaux. Toutefois, le léger ralentissement de la croissance économique prévisible pour 2005 et 2006 devrait se traduire par une diminution du rythme de progression du commerce mondial qui serait de 8,4% en 2005 et de 7,8% en 2006. Ce rythme reste supérieur à sa tendance moyenne de longue période. La contribution de la zone Euro au développement du commerce mondial continuerait de se renforcer durant les années à venir, en liaison avec la consolidation de la croissance européenne alors que celle des Etats-Unis et de la Chine serait relativement en recul.

Parallèlement, l'inflation au niveau mondial resterait modérée, sous l'hypothèse d'un repli graduel du cours international du pétrole brut qui passerait, selon les prévisions de la Banque Mondiale, de 39\$/baril en moyenne en 2004, à 36\$ et 32\$, respectivement en 2005 et 2006. Dans ce contexte, les pays avancés semblent maîtriser davantage la croissance des prix à la consommation. Celle-ci serait de 1,4% en 2005 et de 1,2% en 2006 au lieu de 1,7% en 2004. La zone Euro enregistrerait une baisse du taux d'inflation, qui s'établirait à 1,9% en 2005ⁱⁱ au lieu de 2,1% en 2004. La modération des salaires, compte tenu d'un marché de travail peu tendu et une augmentation maîtrisée des prix administrés en 2005, contribueraient en partie à cette baisse de l'inflation.

² Selon les prévisions du FMI: World Economic Outlook (sep. 2004)

2. Aperçu sur les réalisations macroéconomiques durant la période 2000-2004³

Dans un environnement caractérisé par un ralentissement de la croissance de l'économie mondiale, notamment, celle de l'Union européenne, principal partenaire du Maroc, l'économie nationale a connu une croissance réelle de près de 3,8% en moyenne annuelle durant la période quinquennale 2000-2004.

Cette croissance aurait pu être plus modeste si ce n'est la succession de trois campagnes agricoles favorables qui a été à l'origine de la croissance soutenue du secteur primaire, durant la période 2000-2004, avec un taux annuel moyen de l'ordre de 6,9%. Cette performance largement au dessus de l'évolution normale du secteur est due aussi au fait que l'année de référence 1999 avait enregistré une production agricole très faible en raison de la sécheresse qui a sévit durant la campagne 1998-1999.

Concernant le secteur non agricole, son PIB s'est accru d'environ 3,3% en moyenne annuelle durant la période 2000-2004, et ce, suite aux rythmes de croissance modérés de ses principaux déterminants, notamment l'investissement, les exportations et la demande finale des ménages. Ce résultat s'inscrit dans la même tendance observée depuis plusieurs décennies, et de ce fait, ne constitue pas un nouveau palier de croissance, synonyme de changement des structures économiques. De manière générale, les contributions des secteurs agricoles et non agricoles au PIB se sont maintenues presque figées, avec respectivement 14% et 86% en moyenne annuelle durant cette période.

L'investissement brut, l'un des déterminants de la croissance, a progressé de près de 6,3% en valeur en moyenne annuelle entre 1999 et 2004 et a atteint 23,8% du PIB en 2003 et 24,5% en 2004. Cette amélioration de l'investissement ne pourrait, cependant, engendrer la dynamique requise de l'activité économique nationale à court terme, eu égard à sa faible productivité comme en témoigne le taux marginal de capital qui est estimé à près de 5. En effet, l'investissement

³ Pour plus d'information sur les réalisations macroéconomiques durant cette période, consulter le rapport d'évaluation du Plan Quinquennal 2000-2004 publié par le HCP en décembre 2004

réalisé porte notamment sur des infrastructures économiques dont les effets requièrent des délais très longs pour se manifester.

Quant aux exportations, elles se sont inscrites dans la ligne de leur tendance historique avec un taux de croissance réelle de 3,4% durant 2000-2004, ce qui est resté insuffisant pour relancer les activités industrielles orientées vers les débouchés extérieurs.

D'autre part, la consommation finale des ménages résidents a enregistré une hausse de 3,4% en volume en moyenne annuelle entre 1999 et 2004, dépassant largement le rythme moyen observé lors de la deuxième moitié des années quatre-vingt dix et qui s'est établi à environ 1%. La progression de la consommation s'explique particulièrement par l'amélioration des revenus dans le milieu rural et de la consommation en produits agricoles et par la valorisation des salaires de certaines catégories de fonctionnaires dans le cadre du dialogue social.

Par ailleurs, les ressources financières disponibles au niveau de l'économie nationale ont été substantielles du fait notamment de l'afflux important des transferts des Marocains Résidents à l'Etranger et des recettes touristiques. L'épargne nationale est passée ainsi de 22,6% du PIB en 1999 à près de 26,6% en 2004, dégageant, en conséquence, un excédent du compte épargne-investissement équivalent à 2,6% du PIB en moyenne annuelle durant cette période.

Les finances publiques, autre composante du financement de l'économie, ont enregistré une accentuation du déficit global du Trésor qui est passé d'une moyenne de 2,8% du PIB entre 1993 et 1999, à près de 4% durant la période 2000-2004. Il convient de souligner, à cet égard, l'importance des recettes de privatisations qui ont représenté 1,8% du PIB en moyenne annuelle entre 1999 et 2004 et la hausse notable des dépenses du personnel qui ont représenté plus de 13% du PIB en 2004.

De son côté, la masse monétaire a enregistré une hausse de 8,5% en moyenne annuelle durant 2000-2004. Cette évolution n'est pas uniquement le résultat

d'une amélioration des crédits à l'économie, mais provient également d'une conjoncture favorable au niveau des finances extérieures, qui s'est traduite par un accroissement sans précédent des réserves en devises. A noter aussi que la masse monétaire a augmenté plus vite que le rythme de croissance de l'économie nationale en terme nominal durant cette période, mais n'a pas eu de répercussions notables sur les prix dont la hausse a été contenue aux environs de 1,2% en moyenne, et ce, en raison principalement des reprises de liquidités qui ont été opérées par la banque centrale.

**Les principales réalisations macroéconomiques
durant la période 2000-2004 (moyenne annuelle)***

Rubriques	Période décennie 90	Période 2000-2004
<u>Croissance réelle en%</u>		
Produit Intérieur Brut	2,6	3,8
-Secteur primaire	0,9	6,9
-Secteur non agricole	3,0	3,3
Consommation finale des ménages résidents	2,0	3,4
<u>En % du PIB</u>		
Investissement	21,7	23,3
Epargne nationale	20,4	26,2
Solde courant extérieur	-1,4	2,8
Solde global des finances publiques	-2,8	-3,8

*Estimations établies par le Haut Commissariat au Plan

3. La croissance économique révisée de 2004

Les prévisions de croissance économique établies initialement à 3,3% pour 2004 sont révisées à la hausse, soit 3,5%. Ceci est dû au fait que l'estimation des récoltes des trois principales cultures céréalières pour la campagne 2003-2004 a été revue à la hausse. Ainsi, la production céréalière s'élève à 83 millions de quintaux au lieu de 81 millions avancés initialement au mois de mai, ce qui engendre une hausse de 6,8% par rapport à la production de la campagne agricole précédente.

Au niveau des autres cultures, les légumineuses devraient enregistrer une augmentation de 6% et les cultures industrielles et maraîchères de 4%. La production de l'élevage, de son côté, profitant des conditions favorables et des mesures d'encouragement pour le développement de cette activité, serait en amélioration de 2,5%. Quant au secteur des pêches maritimes, il devrait enregistrer une baisse de sa production de l'ordre de 5%, soit une régression pour la troisième année consécutive, et ce, en raison des difficultés liés à l'organisation du secteur.

Globalement, la valeur ajoutée du secteur primaire enregistrerait une augmentation de 4% en 2004, contribuant ainsi pour 15,8% à la formation du PIB, soit le même niveau que l'année précédente.

En se limitant aux activités marchandes non agricoles, la croissance se situerait à près de 3,6% en 2004 contre 2,3% en 2003, en raison de la reprise de l'activité de l'industrie de raffinage, de la relance du tourisme et du bon comportement du secteur des mines ainsi que celui du bâtiment.

Par ailleurs, la contribution des différentes composantes du PIB à la croissance économique de 2004, aussi bien en matière de demande finale intérieure que de demande extérieure, serait différenciée. La consommation finale nationale contribuerait pour 3,3 points, l'investissement brut pour un point et les exportations de biens et services (y compris les voyages) pour 1,4 points, alors que la contribution des importations de biens et services serait négative de 2,2 points.

4. Les perspectives économiques en 2005 et 2006

4.1. La croissance économique

Profitant de la consolidation de la croissance économique mondiale, de la relance des investissements et de la demande aussi bien intérieure qu'extérieure ainsi que des conditions globalement favorables que connaissent différents secteurs de l'activité économique nationale notamment non agricoles, le produit intérieur brut (PIB) devrait connaître une progression estimée à 2,6% et 3,2%, respectivement en 2005 et 2006.

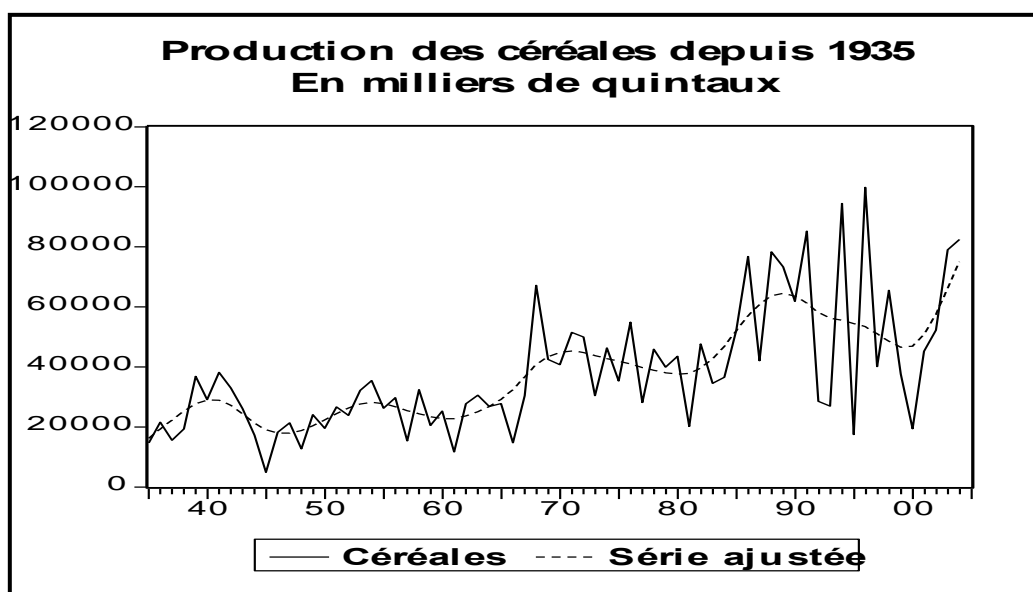
Ces perspectives de croissance seraient dues essentiellement à la consolidation de l'expansion des activités non agricoles dont la valeur ajoutée réelle devrait se maintenir en terme de croissance aux niveaux de 3,3% en 2005 et 3,4% en 2006. Quant au secteur primaire, et sous l'hypothèse que les deux campagnes agricoles pour 2005 et 2006 seraient moyennes, il dégagerait une valeur ajoutée en baisse de près de 1,1% en 2005 et en légère hausse de 2% en 2006.

4.1.1. Le secteur primaire

Les conditions climatiques favorables, qui ont caractérisé les deux dernières campagnes agricoles, 2002-2003 et 2003-2004, ont profité aux différentes composantes du secteur donnant lieu à des résultats satisfaisants au niveau de la production agricole. La valeur ajoutée du secteur de la pêche a toutefois enregistré des taux de croissance négatifs en 2003 et 2004 en raison de ses problèmes structurels liés à la prolongation et à la répétition des repos biologiques et à la faible organisation du secteur.

Les prévisions en matière de production agricole sont basées sur le filtrage⁴ de la série de la production des céréales au Maroc couvrant la période 1935-2004. Celui-ci, fait ressortir une évolution cyclique de cette production et indique que les années 2005 et 2006 pourraient constituer le prolongement de son sentier tendanciel. De ce fait, les campagnes agricoles 2004-2005 et 2005-2006 pourraient enregistrer des récoltes céréalières avoisinant les 65 millions de quintaux, soit une baisse de plus de 20% entre 2004 et 2005 et une stagnation en 2006.

⁴ Filtre de Hodrick-Prescott



Cette hypothèse est confortée par le cumul pluviométrique à fin décembre 2004, qui est largement suffisant pour les besoins des cultures d'automne dans l'ensemble des régions, et par les réserves en eau des barrages à usage agricole, qui se situent à la même date à près de 7 milliards de m³. Si le taux de remplissage n'est que de 54% contre 64% enregistré à la fin de l'année 2003, les réserves restent toutefois suffisantes pour satisfaire les besoins de l'agriculture irriguée. Ainsi, les composantes de l'agriculture, qui dépendent de l'irrigation, verraient leurs productions continuer à progresser durant les années 2005 et 2006. Il convient de souligner, à cet égard, l'importance des actions mises en œuvre concernant la poursuite des travaux d'extension de la grande hydraulique et des opérations d'équipement et de réhabilitation des périmètres d'irrigation ainsi que l'amélioration des conditions sanitaires du cheptel et la réalisation de programmes de développement rural intégré en zones bour.

Pour les pêches maritimes, les actions retenues, pour les années 2005 et 2006, relatives au programme national d'aménagement du littoral, à la modernisation de la pêche côtière et au développement de la formation professionnelle laissent prévoir des perspectives relativement favorables pour ce secteur qui pourrait renouer avec une croissance positive à partir de 2005.

4.1.2. Le secteur non agricole

Le secteur non agricole s'inscrirait en croissance de 3,3% et 3,4% respectivement en 2005 et 2006, soit presque le même rythme que celui enregistré en 2004. L'amélioration des activités non agricoles concerne aussi bien le secteur secondaire que les services marchands. Ainsi, la croissance de l'activité marchande non agricole (non compris les droits et taxes sur importations) la croissance serait de 3,7% en 2005 et 3,8% en 2006 contre 3,6% en 2004.

Plusieurs facteurs pourraient contribuer à la consolidation de la croissance du PIB marchand non agricole. En premier lieu, l'investissement, source d'offre et de demande dans l'économie nationale, continuerait d'enregistrer des taux de progression dépassant 6% en 2005 et 2006. Les actions, mises en œuvre ces dernières années dans l'objectif de créer un cadre favorable aux initiatives d'investissement et d'entrepreneuriat, commenceraient à atteindre leur maturité et permettraient d'instaurer un climat de confiance chez les opérateurs économiques privés.

Le renforcement des infrastructures d'accueil (zones industrielles, parcs industriels, zones franches) et des infrastructures technologiques (centres techniques, laboratoires) ainsi que la promotion de la qualité et de la maintenance industrielle sont de nature à faciliter cette évolution.

En outre, les perspectives économiques des principaux partenaires commerciaux du Maroc, particulièrement l'Union Européenne, paraissent prometteuses. Elles indiquent une hausse de la demande extérieure adressée à nos produits, ce qui est susceptible de promouvoir nos exportations et de les consolider en 2005-2006 aux niveaux enregistrés en 2004. Néanmoins, la fin de l'accord multifibre en décembre 2004 ainsi que la concurrence des pays asiatiques et des pays de l'Europe de l'Est limiteraient cette expansion.

D'autre part, en raison de la diversification continue des débouchés extérieurs des phosphates et dérivés suite à la signature de nouvelles conventions de commercialisation⁵, les exportations du secteur devraient s'améliorer en 2005 et

⁵ La dernière étant signée avec une société chinoise et couvre la période 2004-2006

2006, ce qui profiterait à la fois aux activités minières et aux industries de la chimie et parachimie.

Pour le secteur de l'énergie, qui a été durement affecté par l'incendie de la SAMIR en novembre 2002, il commence à reprendre le rythme de sa croissance antérieure. Ce revirement de tendance serait conforté par la baisse prévisible des cours internationaux du pétrole brut en 2005-2006, par l'expansion de la demande industrielle ainsi que par l'augmentation de la demande ménagère grâce à la poursuite du programme d'électrification rurale. La production du secteur augmenterait également sous l'effet des actions retenues essentiellement en matière de renforcement de la sécurité des approvisionnements en produits énergétiques, de libéralisation progressive des marchés et de restructuration des filières électriques, de développement des énergies renouvelables ainsi que de finalisation d'un plan gazier et d'un plan national de l'eau.

L'activité du bâtiment et travaux publics, pour sa part, profiterait des opérations programmées par les autorités publiques en 2005 et dont la mise en œuvre requiert une période qui va au-delà de 2005-2006. Les programmes de résorption des bidonvilles, de restructuration de l'habitat non réglementaire, de l'instauration de zones d'aménagement progressif, de lutte contre l'habitat insalubre, de la mise à niveau urbaine des provinces du sud, sont de nature à consolider cette activité. Les actions retenues pour l'amélioration des conditions de financement du logement et de la réglementation de l'immobilier de manière générale apporteraient plus d'appui à la concrétisation des opérations aussi bien privées que publiques. De même, les projets d'infrastructures économiques programmés dans le budget de l'Etat permettraient de dynamiser les travaux publics et de soutenir les initiatives privées d'investissement.

Par ailleurs, l'essor des télécommunications devrait se poursuivre durant la période 2005-2006. Les performances enregistrées durant le mois de décembre 2004 en matière d'introduction de Maroc Télécom en Bourse à Casablanca et à Paris, la cession de 16% de son capital à Vivendi Universal au début de 2005 ainsi que l'octroi prévu de la deuxième licence du téléphone fixe à d'autres opérateurs privés sont autant de facteurs favorables à l'évolution de ce secteur.

Pour ce qui est de l'activité touristique en 2005 et 2006, elle continuerait à évoluer selon sa tendance entamée en 2004, profitant de la conjoncture favorable et des perspectives optimistes du tourisme international.

De même, l'activité des services marchands financiers devrait connaître une évolution positive, en raison des disponibilités financières et de la réorganisation du secteur suite à la révision des textes institutionnels et réglementaires qui le régissent. Les actions retenues dans ce domaine sont de nature à permettre une utilisation efficiente des ressources financières disponibles et l'accompagnement des initiatives des différents agents économiques en matière d'investissement.

De manière générale, la valeur ajoutée réelle des activités du secteur secondaire s'accroîtrait de 3,9% par an en 2005-2006, soit un rythme supérieur à la moyenne de 3,3% observée durant les cinq dernières années. En outre, celle des services marchands serait en hausse de 3,5% en 2005 et 3,8% en 2006 contre 3,4% durant 2000-2004.

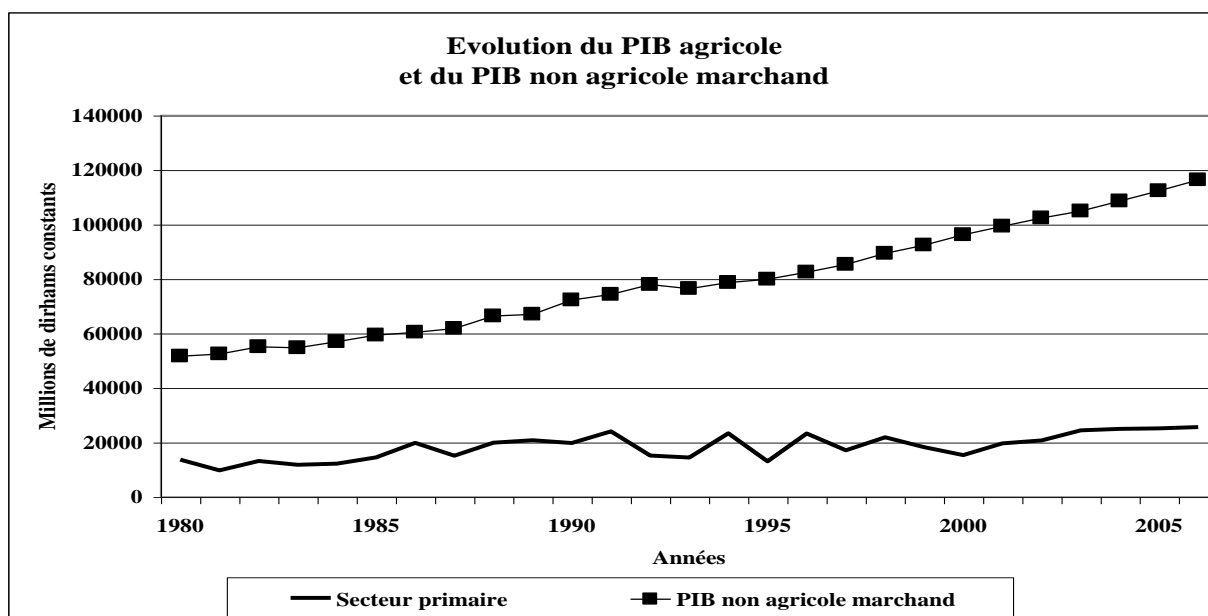
Ainsi, la part du secteur secondaire dans le PIB passerait de 29,4% estimé pour 2004 à 29,8% en 2005 et à 30% en 2006. Celle du tertiaire serait également en légère hausse passant de 54,8% en 2004 à une moyenne de 55% durant 2005-2006, alors que celle du secteur primaire baisserait de 15,8% en 2004 à 15,1% en moyenne annuelle durant 2005-2006.

Prévisions de croissance économique

Rubriques	2003		2004		2005		2006	
	Crois. en %	En % du PIB	Crois. en %	En % du PIB	Crois. en %	En % du PIB	Crois. en %	En % du PIB
Secteur primaire	18,0	15,7	4,0	15,8	-1,1	15,2	2,0	15,0
PIB non agricole	3,2	84,3	3,5	84,2	3,3	84,8	3,4	85,0
-Secteur secondaire	1,8	29,3	4,1	29,4	3,9	29,8	3,9	30,0
-Secteur tertiaire	3,9	55,0	3,1	54,8	3,0	55,0	3,1	55,0
PIB non agricole marchand**	2,3	59,5	3,6	59,5	3,7	60,1	3,8	60,5
PIB (à prix constants)	5,2	100,0	3,5	100,0	2,6	100,0	3,2	100,0
PIB (à prix courants)	5,2	-	5,5	-	4,5	-	4,2	-

*: Perspectives établies par la DPP du Haut Commissariat au Plan

** : Non compris les DTI



4.2. Les composantes du PIB

4.2.1. La consommation finale nationale

La consommation finale des ménages résidents s'accroît de 3,0% en terme réel en 2005, soit un rythme inférieur à celui de 4,1% réalisé en 2004. L'hypothèse d'une campagne agricole moyenne en 2005 entraînerait une baisse des emplois ruraux, particulièrement ceux non rémunérés, d'où une diminution des revenus et, par conséquent, de la consommation en produits agricoles.

Avec la même production céréalière prévisible qu'en 2005, l'année 2006 devrait enregistrer une amélioration de la croissance de la consommation finale des ménages résidents d'environ 3,4%.

Tenant compte de l'accroissement de la population, il découlerait une hausse de la consommation réelle par tête de 1,6% en 2005 et de 2,0% en 2006. Cette tendance à l'amélioration du niveau de vie serait confortée d'une part, par la maîtrise des prix, étant donné que l'inflation prévue serait de 1,8% en 2005 et de 1,0% en 2006 au lieu de 1,9% estimée pour 2004 ainsi que par l'amélioration des créations d'emploi, notamment en milieu urbain suite à la consolidation de la croissance des activités non agricoles marchandes, et d'autre part, par la poursuite de l'application des dispositions du dialogue social.

Par ailleurs, la consommation finale des administrations publiques réaliserait une augmentation réelle de 3,5% et 2,2% respectivement en 2005 et 2006 sous l'effet de la poursuite de l'application des dispositions du dialogue social et de l'avancement normal des fonctionnaires de l'Etat. En valeur, la consommation publique s'accroîtrait de 5,3% en 2005 et de 3,2% en 2006, ce qui dénote un léger ralentissement de son prix implicite, en raison du ralentissement du rythme d'accroissement des traitements et salaires et de l'inflation prévue pour 2005-2006.

En terme nominal, la consommation finale nationale (consommation des ménages résidents et consommation publique) augmenterait de 4,7% et de 3,4% respectivement en 2005 et 2006, soit un rythme légèrement supérieur à la croissance nominale du PIB en 2005 (4,5%) et inférieur à celle en 2006 (4,2%). Ceci engendrerait une baisse de l'épargne intérieure en 2005 puis une hausse en 2006, soit respectivement les taux de 18,2% et de 18,8% du PIB.

4.2.2. L'investissement

La tendance à l'amélioration des investissements amorcée depuis 2002 serait poursuivie en 2005-2006. La formation brute de capital fixe (FBCF) serait en hausse de 6,5% et 6,7% respectivement durant ces deux années. Les acquisitions du matériel et outillage et l'activité du bâtiment seraient les composantes les plus actives de cet agrégat. Elles bénéficieraient du démantèlement tarifaire appliqué au profit des biens d'équipement importés de l'Union Européenne et des différentes actions programmées par les pouvoirs publics dans le domaine de l'habitat.

En prenant compte des variations des stocks, l'investissement brut représenterait 24,7% du PIB en 2005 et 25,3% en 2006 au lieu de 24,8% en 2004 et 23,8% en 2003. Les initiatives d'investissement seraient également encouragées par les perspectives de croissance des activités économiques non agricoles et par les actions mises en œuvre pour promouvoir l'environnement des affaires, notamment le renforcement du cadre institutionnel et réglementaire.

4.2.3. Le commerce extérieur

Les échanges extérieurs du Maroc restent largement tributaires de la conjoncture économique internationale, des fluctuations des cours de pétrole et d'autres matières premières, de l'évolution des principales devises étrangères, notamment l'Euro et le Dollar américain, et du niveau de compétitivité des entreprises marocaines.

Ainsi, l'année 2004 a été marquée par le renchérissement du cours du pétrole brut, qui a dépassé le niveau de 55\$/baril, et par la hausse de la parité Euro/dollar, qui s'est située à plus de 1,35. Cette situation s'est traduite par un creusement du déficit commercial du Maroc, qui représenterait environ 15,2% du PIB en 2004 contre 12,4% en 2003 et 11,1% en 2002. Ceci est attribuable à la forte hausse des importations de marchandises suite à l'augmentation vertigineuse de la facture pétrolière et au renchérissement des importations de certains produits libellés en Euro.

L'augmentation des importations en 2004 est estimée, sur la base des réalisations des onze premiers mois de l'année, à près de 13,8% en terme nominal contre 3,9% pour les exportations. Le taux de couverture se situerait ainsi à près de 56,4% au lieu de 61,7% en 2003 et 66,2% en 2002, et le déficit structurel de la balance commerciale, de plus en plus marqué, pourrait compromettre la solvabilité des finances extérieures à moyen terme.

En matière de perspectives, les travaux menés se sont appuyés sur l'hypothèse de la consolidation de la croissance économique mondiale, notamment celle de l'Union Européenne, de la baisse des cours du pétrole brut prévue pour les années 2005 et 2006 et du maintien de la parité Euro/dollar à 1,3 en moyenne durant 2005 et son retour à 1,25 en 2006.

Dans ce contexte, les importations marocaines de marchandises progresseraient en valeur de près de 5,4% en 2005 et de 5,0% en 2006 et en volume d'environ 4,5% et 4,8% respectivement durant ces deux années. La baisse notable de l'inflation importée, qui s'élèverait à 0,9% en 2005 et à 0,2% en 2006 contre plus de 6,3% en 2004 serait due au recul des cours internationaux de pétrole en 2005-2006 et de la parité Euro/dollar à partir de 2006.

Parallèlement, les exportations de marchandises s'accroîtraient en volume au rythme moyen de 4,5% par an durant 2005-2006, alors qu'en valeur leur accroissement serait de 5,6% et 5,8% respectivement. Ce rythme est légèrement inférieur à celui du commerce mondial, ce qui traduit une perte des parts de marchés à cause d'une concurrence très acharnée de la part des pays émergents. Ainsi, en dehors des nouvelles industries destinées à l'exportation notamment les composants électroniques, les exportations marocaines demeureraient faiblement diversifiées et concentrées sur leurs marchés traditionnels.

Le déficit commercial se maintiendrait ainsi en 2005-2006 presque au même niveau que celui estimé pour 2004, soit 15,3% du PIB en moyenne. La concurrence serait également de plus en plus rude sur le marché intérieur. Le taux de pénétration, qui indique la part de la demande domestique satisfaite par les importations, passerait de 47% en 2003 et 48,9% en 2004 à 50,1% en 2005 et 51,1% en 2006. Par ailleurs, les produits industriels destinés à l'exportation, notamment le textile et l'habillement, devraient faire face au nouveau contexte international, marqué par la fin de l'accord multifibres en janvier 2005 et l'adhésion de la Chine à l'Organisation Mondiale du Commerce.

En tenant compte également des services, les échanges extérieurs du Maroc dégageraient un déficit en ressources en quasi-stagnation, soit 6,5% du PIB en moyenne durant la période 2004-2006. La balance des services serait excédentaire grâce aux recettes de la rubrique voyages dont la hausse est estimée à 6,1% et 5,1% respectivement en 2005 et 2006. En effet, le secteur du tourisme bénéficie d'une conjoncture internationale favorable et des actions mises en œuvre dans le cadre de la vision 2010.

Ainsi, les exportations de biens et services (non compris les admissions temporaires), enregistreraient une augmentation de 5,3% en terme nominal en 2005 et environ 5,6% en 2006, alors que les importations s'inscriraient en hausse de 5,7% et 5,1% respectivement durant ces deux années.

4.2.4. La contribution des composantes du PIB à la croissance

La décélération du taux d'accroissement de la consommation finale réelle des ménages résidents en 2005 se traduirait par un repli de sa contribution à la croissance économique, qui serait de 1,8 points seulement en 2005 et de 2 points en 2006 contre 2,4 points en 2004. Ceci serait attribuable, comme il est souligné plus haut, à l'hypothèse d'une année agricole moyenne qui devrait engendrer une baisse des revenus, et par conséquent, de la consommation en produits agricoles.

Il en est de même, pour la contribution de la consommation des administrations publiques au PIB qui serait en légère baisse, soit 0,8 point en 2005 et 0,5 point en 2006 au lieu de 0,9 estimée pour 2004. Quant à la contribution de la formation brute de capital fixe, elle serait de 1 point et 1,1 point, respectivement en 2005 et 2006. Le commerce extérieur (biens et services), pour sa part, sa contribution à la croissance économique serait négative.

4.3.L'emploi

En attendant les résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitat, les estimations établies à partir de l'enquête sur l'emploi (pour les trois premiers trimestres 2004), indiquent que la population active atteindrait près de 11,2 millions de personnes en 2004, soit une augmentation d'environ 3% par rapport à 2003. L'effectif des actifs occupés devrait atteindre 9,9 Millions, soit une hausse de 3,3%, rythme légèrement supérieur à celui de l'accroissement de la population active. Le taux de chômage marquerait, par conséquent, un léger recul, il serait de 11,7% en 2004 au lieu de 11,9% en 2003. Le taux de chômage en milieu rural étant resté stable, c'est l'emploi urbain qui serait à l'origine de cette amélioration de l'emploi, le taux de chômage urbain est estimé à 19% en 2004 contre 19,3% en 2003.

Les campagnes agricoles pour les années 2005 et 2006, supposées moyennes, auraient de faibles effets sur le taux de chômage en milieu rural qui, bien que orienté à la hausse, ne dépasserait guère 4,5%, et ce, en raison du sous-emploi qui caractérise ce milieu. En revanche, et sous l'hypothèse de la stabilité des taux d'activité urbain et rural⁶, la croissance des activités non agricoles

⁶ Part de la population âgée de 15 ans et plus occupée ou en quête d'un emploi

marchandes se traduirait par une baisse du taux chômage urbain qui passerait de 19% en 2004 à 18,8% en 2005 et à 18,5% en 2006.

Globalement, le taux de chômage national s'inscrirait en légère hausse passant de 11,7% estimé pour l'année 2004 à 12% en 2006. Ces indicateurs qui sont calculés en relation avec les perspectives économiques peuvent cependant être améliorés si des mesures concrètes visant à promouvoir le marché de travail et à en améliorer l'environnement institutionnel et réglementaire seraient mises en œuvre.

Il convient de souligner à cet égard particulièrement l'activation de l'adoption de la loi cadre de la promotion de l'emploi, le renforcement des dispositifs d'intermédiation, le développement des programmes d'adaptation professionnelle et de formation insertion, la consolidation du partenariat avec les organismes professionnels, les institutions publiques, les entreprises privées et les associations oeuvrant pour la promotion de l'emploi ainsi que la mise en œuvre de la nouvelle réforme de la législation du travail et la préparation des textes d'application du code du travail qui n'ont pas encore vu le jour.

Perspectives de l'emploi durant 2005-2006*

Rubriques	2003	2004	2005	2006
Population active en milliers	10902	11234	11506	11776
Population active occupée en milliers	9603	9916	10136	10365
Taux du chômage				
• national en %	11,9	11,7	11,9	12,0
• urbain en %	19,3	19,0	18,8	18,5

*source: Haut Commissariat au Plan

4.4. Le financement de l'économie

4.4.1. L'épargne

La hausse de la consommation finale nationale en terme nominal est estimée à 7,2% en 2004, soit à un rythme plus accéléré que celui du produit intérieur brut à prix courants qui avoisine 5,5%. Le taux d'épargne intérieure s'inscrirait, en conséquence, en baisse, il est estimé à 18,4% du PIB en 2004 contre 19,7% en 2003.

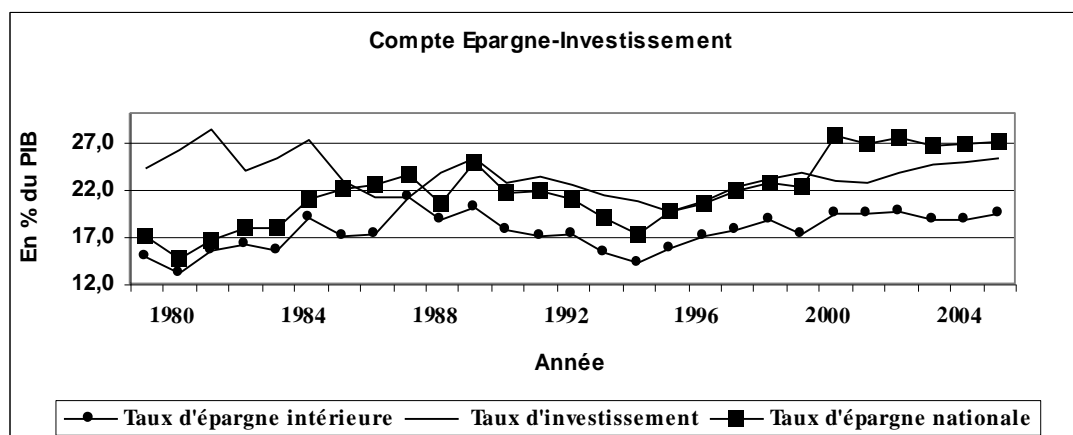
En 2005, il est prévu que cette propension à épargner se maintiendrait à son niveau actuel, étant donné que le PIB nominal et la consommation finale nationale en valeur évolueraient à des rythmes très proches. En 2006, la croissance des activités non agricoles marchandes et le retour de la consommation des ménages à son sentier de croissance tendanciel amèneraient le niveau de l'épargne intérieure à 18,8% du PIB.

Les niveaux d'épargne prévus pour 2005 et 2006 seraient insuffisants en comparaisons avec les perspectives en matière d'investissement qui dégagent des taux d'investissement de 24,7% en 2005 et 25,3% en 2006.

Si l'épargne intérieure serait ainsi insuffisante pour financer les programmes d'investissement projetés, l'autre composante de l'épargne nationale, les revenus nets en provenance du reste du monde, devraient néanmoins se situer à 7,8% du PIB en moyenne par an durant la période 2005-2006. Ceci serait dû d'une part aux flux substantiels des transferts des marocains résidents à l'étranger et d'autre part à la baisse des dépenses au titre des intérêts payés au reste du monde en relation avec la baisse du taux d'endettement extérieur suite à la gestion active de la dette.

Dans ce contexte, le revenu national brut disponible (PIB et revenus nets extérieurs) s'accroîtrait, d'environ 4,6% en 2005 et 4% en 2006, soit presque au même rythme que la croissance de la consommation finale nationale en valeur en 2005 et à un rythme la dépassant légèrement en 2006.

Ainsi, en 2005, l'épargne nationale se maintiendrait à son niveau de 2004, soit près de 26,2% du PIB et en 2006 elle atteindrait 26,6%. Le compte épargne-investissement dégagerait, en conséquence, un excédent de financement qui représenterait environ 1,4% du PIB en 2005 et 1,3% en 2006.



4.4.2. Les finances publiques

La stabilité du cadre macro-économique implique la mise en oeuvre d'une politique budgétaire rigoureuse, se traduisant par la maîtrise des dépenses de fonctionnement, l'optimisation des dépenses d'investissement et le renforcement des recettes.

Dans ce cadre, et en vue de réduire à moyen terme la masse des traitements et salaires du personnel de l'Etat par rapport au PIB, qui se situe actuellement à près de 13% du PIB, un certain nombre d'actions sont retenues. Il s'agit particulièrement de la limitation de la création d'emploi dans l'administration publique au strict minimum, de l'annulation de la plupart des postes budgétaires libérés pour cause de départs en retraite et de l'incitation au départ volontaire à la retraite anticipée au profit de l'ensemble des catégories du personnel de l'Etat.

Ces actions seront appuyées par une plus grande rationalisation des dépenses courantes de biens et services non salariés et par la poursuite de la gestion active de la dette extérieure, qui serait confortée par la mise au oeuvre de nouveaux instruments de prémunition contre les risques des taux d'intérêt et de change.

Parallèlement, des efforts seront consentis en matière fiscale pour intensifier le renforcement des recettes courantes dont certaines rubriques ont emprunté depuis quelques années une tendance baissière. Il est à citer à cet égard, la diminution des recettes des monopoles et exploitations de l'Etat suite aux opérations de privatisation, ainsi que le recul des droits de douanes sous l'effet de l'application des dispositions tarifaires de l'accord d'association avec l'Union Européenne et des dispositions de l'OMC.

Des mesures seront prises ainsi pour permettre l'harmonisation du champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée, la réduction progressive des taux d'imposition et l'élargissement de l'assiette imposable à travers la lutte contre l'évasion et la fraude fiscale et l'intégration progressive de l'économie informelle dans le circuit officiel.

Dans ce contexte, les perspectives des finances publiques présentées dans ce budget économique sont établies à partir des prévisions de dépenses et de recettes retenues dans la loi de finances 2005 et supposent la poursuite, en 2006, des actions budgétaires déjà fixées. Ainsi, il est supposé que la structure de la fiscalité directe en 2005 resterait inchangée, que le démantèlement tarifaire serait poursuivi et que la structure de la fiscalité indirecte taxant la consommation maintenue.

Ces perspectives prennent en considération, également, le transfert de 16% du capital de Maroc télécom, ainsi que la privatisation de la Compagnie Marocaine de Transport Maritime (COMANAV), des sucreries (SUNABEL, SUTA et SUCRAFOR), de 20% restant du capital de la Régie des Tabacs et de 12% du capital de la SOMACA.

Concernant les dépenses publiques, il est supposé la poursuite des actions de rationalisation, particulièrement celles relatives aux recrutements et aux départs volontaires du personnel de l'Etat, à la gestion active de la dette publique et à la maîtrise du train de vie de l'administration.

Les dépenses ordinaires, devraient ainsi, représenter 23,8% du PIB en 2005 et 23,1% en 2006 au lieu de 23,2% en 2004. Ce niveau de dépenses encore élevé serait dû essentiellement à l'importance des traitements et salaires du personnel de

l'Etat, dont le poids dans les dépenses courantes dépasse 56% en 2004, et qui atteindraient 13,2% du PIB en 2005 et 13,3% en 2006 contre 13% en 2004. A cet égard, les actions entreprises pour réduire la masse salariale publique ne produiront leurs effets escomptés qu'à moyen terme. A court terme, la baisse de la masse des traitements et salaires suite aux départs volontaires serait surcompensée par l'indemnité octroyée.

Pour ce qui est des dépenses en biens et services, malgré les actions visant la réduction du train de vie de l'administration, elles se maintiendraient en 2005 à leur niveau actuel, soit 5,5% du PIB et atteindraient en 2006 l'équivalent de 5,3% du PIB. Par ailleurs, si les charges en intérêts de la dette extérieure continuent à baisser grâce à la gestion active entamée depuis quelques années, l'ampleur de la dette publique intérieure, engendrée par le recours massif au marché intérieur pour le financement du déficit du Trésor, est de nature à entraîner des charges en intérêts s'élevant à près de 3,3% du PIB en moyenne annuelle durant 2005-2006.

La structure des dépenses ordinaires resterait presque figée en 2005-2006. La part des charges de personnel serait de 56,7%, celle des dépenses en biens et services non salariés de 23% et celle des charges en intérêts de la dette du Trésor de 16,3%. Le reste, soit 4%, représente la part des dépenses de compensation.

Pour ce qui est des recettes courantes (la TVA des collectivités locales non comprise), elles représenteraient (y compris les privatisations) l'équivalent de 24,7% du PIB en 2005, soit le même niveau que celui estimé pour 2004. Les recettes fiscales atteindraient l'équivalent de 20,1% du PIB en 2005 contre 20,3% en 2004. Concernant les perspectives en la matière pour l'année 2006, les recettes courantes devraient représenter l'équivalent de 22,1% du PIB, soit le même niveau qu'en 2005 si l'on ne tient pas compte des recettes de privatisations.

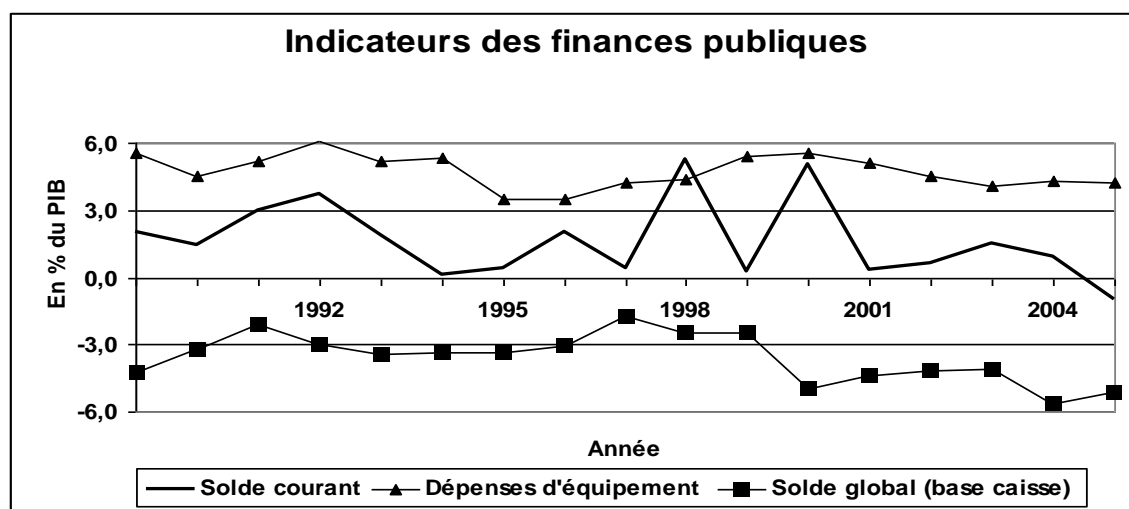
Les opérations courantes du Trésor dégageraient ainsi un excédent qui représenterait 0,9% du PIB en 2005 au lieu de 1,5% en 2004. Sans les recettes de privatisation, ces opérations donneraient lieu à une épargne publique négative représentant -1,7% du PIB en 2005 et -1,0% en 2006 contre -0,5% en 2004.

Parallèlement, la configuration des finances publiques retenue suppose le maintien, pour l'année 2006, des dépenses d'investissement (y compris celles du Fonds Spécial Routier) à leurs niveaux de 2004 et 2005. Elles représenteraient, ainsi, 4,3% et 4,2% du PIB respectivement en 2005 et 2006 contre 4,6% en 2004. Le déficit global du Trésor (base ordonnancement) serait, dans ces conditions, équivalent à 3,2% du PIB en 2005, contre 4,1% en 2004.

Sans les recettes de privatisations, ce déficit qui est estimé à 5,1% du PIB en 2004, se situerait à près de 5,8% en 2005 et à 5,1% en 2006. Pour ce qui est du déficit global base caisse, il s'élèverait en 2005, compte tenu des paiements d'arriérés que le Trésor devra effectuer au profit de la Caisse Marocaine de Retraite, à près de 5,6% du PIB.

Conformément au processus de réduction progressive de la dette publique extérieure qui se traduit par des flux nets de capitaux extérieurs négatifs, les besoins substantiels de financement qui découleraient de la configuration des finances publiques seraient assurés par la mobilisation des ressources financières internes, en grande partie, à travers le recours au marché des adjudications.

En conséquence, l'encours de la dette extérieure continuerait sa tendance à la baisse. Il se situerait à 16,5% du PIB en 2005 et à 15,1% en 2006 au lieu et 17,6% en 2004. Parallèlement, le taux d'endettement intérieur atteindrait 57% en 2005 et environ 60% en 2006 contre près de 52,7% en 2004.



4.4.3. Les finances extérieures

La balance des paiements devrait générer un excédent du solde courant représentant près de 1,4% du PIB en 2005, soit au même niveau estimé pour 2004. En 2006, cet excédent serait en légère baisse et représenterait 1,3% du PIB.

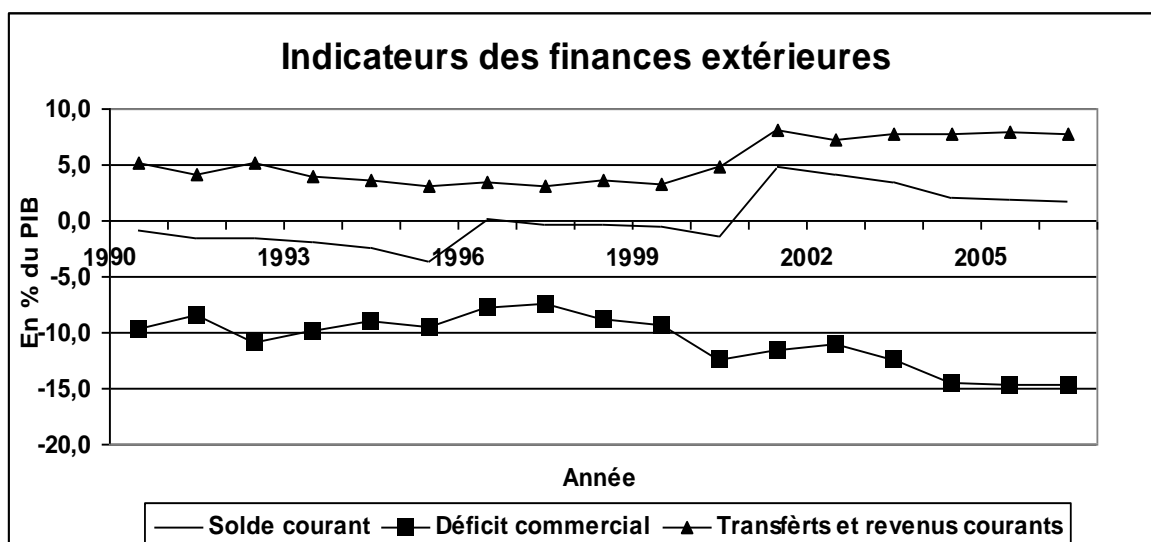
Comme c'était le cas ces dernières années, cette épargne extérieure aura pour origine les transferts des marocains résidents à l'étranger, les recettes de voyages (tourisme) ainsi que la baisse des dépenses au titre des revenus des investissements. En effet, les perspectives retenues dans ce domaine supposent une croissance des transferts dans le sentier des réalisations observées ces dernières années, la poursuite de la relance de l'activité touristique amorcée au niveau national et le renforcement de la gestion active de la dette extérieure.

Ainsi, les flux nets des transferts et des paiements des revenus d'investissement seraient stabilisés aux environs de 7,8% du PIB en moyenne annuelle durant 2004-2006, et les échanges au titre des services dégageraient un excédent représentant 8,8% du PIB par an en 2005-2006. En revanche, la balance commerciale, marquée par un déséquilibre structurel de plus en plus accentué, enregistrerait un déficit de l'ordre de 15,3% du PIB en moyenne durant cette période. De manière générale, les excédents qui seraient enregistrés au niveau des services et des revenus des facteurs compenseraient largement le déficit commercial projeté pour les deux prochaines années.

Au niveau des capitaux non monétaires, les prévisions sont établies sur la base d'un flux d'investissement direct étranger (IDE) représentant 2,6% du PIB en 2005, grâce entre autres au transfert de 16% du capital de Maroc Télécom à Vivendi, et 1,7% du PIB en 2006 qui représente la moyenne des IDE en dehors des privatisations durant le plan quinquennal 2000-2004.

Sur la base de ce schéma, et d'une balance courante d'environ 1,3% du PIB, durant 2005-2006, la balance des paiements enregistrerait un excédent qui représenterait 1,7% du PIB durant cette période. Ceci se traduirait par un

accroissement des réserves de devises qui permettraient de couvrir jusqu'à 9,3 mois d'importations des biens et services.



4.4.4. La masse monétaire et ses contreparties

Le secteur financier fait l'objet d'une réforme visant à renforcer l'autonomie des autorités de contrôle. Ainsi de nouveaux textes relatifs au statut de Bank Al Maghrib sont en cours d'adoption, et permettront de renforcer son rôle de contrôle des établissements de crédits, d'améliorer les conditions de l'exercice de la régulation monétaire et par conséquent d'accompagner le processus de promotion et de relance de l'investissement entamé depuis quelques années. Ce nouveau cadre sera conforté par la redéfinition des compétences des autorités monétaires et des organes de consultation et par le renforcement de la concertation entre les différentes autorités de supervision du secteur financier.

Dans ce contexte de réforme, la masse monétaire s'accroît de près de 5,4% en moyenne annuelle durant la période 2005-2006 conformément au rythme de croissance économique prévisible de 2,6% en 2005 et 3,2% en 2006 et à la maîtrise de la hausse des prix à 1,8% et 1% respectivement. La progression de la masse monétaire dépassant celle de l'activité économique en terme nominal induirait une légère augmentation du taux de liquidité (calculé sans les agrégats de placement liquide) qui passerait de 91,9% estimé pour 2004 à 92,9% en 2005

et à 93,8% en 2006. Cette hausse du taux de liquidité aura pour origine la progression des avoirs extérieurs qui fait suite à l'excédent de la balance des paiements

Ainsi, en raison de la sur-liquidité bancaire prévue en 2005, cette année serait marquée par une certaine détente des taux d'intérêts. En revanche, pour l'année 2006, même si le taux de liquidité serait en hausse, les taux d'intérêts pourraient connaître une légère hausse en l'absence de privatisation entraînant le recours du Trésor au marché financier pour satisfaire ses besoins.

Concernant les contreparties de la masse monétaire, les avoirs extérieurs seraient en progression de 5,8% en 2005 et de 5,5% en 2006 et le crédit intérieur serait en hausse d'environ 4,2% par an durant cette période. L'essentiel de cette hausse concernerait les concours à l'économie qui devraient croître de 5,2% et 5,4% respectivement en 2005 et 2006.

Ainsi, la structure des contreparties de la masse monétaire durant 2005-2006 serait légèrement modifiée. La part des avoirs extérieurs passerait de 29,5% en 2004, à 29,8% en 2005 et à 30,1% en 2006, celle des concours à l'économie serait de 55,8% en 2005 et 56,2% en 2006 au lieu de 55,5% en 2004 alors que celle des créances sur le Trésor serait en régression en passant de 14,4% en 2004 à 13,7% en 2006.

ANNEXES

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Croissance économique Par pays et groupe de pays (en%)

Pays ou groupe de pays	2003	2004	2005	2006
-Monde	3,9	4,9	4,2	4,1
-Les économies avancées	2,1	3,5	2,7	2,7
-Etats-Unis	3,0	4,3	3,2	3,3
-Zone Euro	0,5	1,8	2,1	2,3
-Japon	2,5	4,3	1,8	1,6
- pays en développement	5,2	6,1	5,4	5,1
- Asie de l'est et pacifique	7,9	7,8	7,1	6,6
- Europe et Asie centrale	5,9	7,0	5,6	5,0
- Afrique du nord, centrale et de l'est	5,7	4,7	4,7	4,5
- Asie du sud	7,5	6,0	6,3	6,0

Source: Global Economic Prospect (World Bank)

Evolution des prix et du commerce mondial en volume dans quelques pays (en %)

Rubriques	2003	2004	2005	2006
Prix à la consommation :				
-Etats-Unis	2,3	2,7	2,2	1,7
- pays de l'OCDE	1,6	1,7	1,4	1,2
Commerce mondial en volume	5,5	10,2	8,4	7,8
Cours du pétrole (moyenne en \$ USA)	28,9	39,0	36,0	32,0

Source: Global Economic Prospect (World Bank)

ECONOMIE NATIONALE

PRODUIT INTERIEUR BRUT (Millions DH de 1980)

Secteurs	2003	2004*	2005*	2006*
Secteur Primaire	24446	25422	25154	25655
Variation en %	18,0	4,0	-1,1	2,0
Secteur non agricole	131280	135824	140355	145102
Variation en %	3,2	3,5	3,3	3,4
Secondaire	45613	47482	49349	51266
Variation en %	1,8	4,1	3,9	3,9
Tertiaire	85667	88342	91006	93835
Variation en %	3,9	3,1	3,0	3,1
Secteur non agricole marchand (n.c. DTI)	92587	95945	99523	103336
Variation en %	2,3	3,6	3,7	3,8
PIB en volume	155726	161246	165509	170756
Variation en %	5,2	3,5	2,6	3,2
Variation du prix implicite du PIB	0,0	1,9	1,8	1,0
PIB en valeur	418655	441773	461563	480909
Variation en %	5,2	5,5	4,5	4,2

* : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

STRUCTURE DU PIB
(en %)

Secteurs	2003	2004*	2005*	2006*
Primaire	15,7	15,8	15,2	15,0
Secondaire	29,3	29,4	29,8	30,0
Tertiaire	55,0	54,8	55,0	55,0
dont : services marchands	11,2	11,0	10,9	10,8

* : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

EQUILIBRE DU PIB
(En millions de dirhams courants)

RUBRIQUES	2003	2004*	2005*	2006*
PIB	418655	441773	461563	480909
	5,2	5,5	4,5	4,2
Consommation finale:	336241	360484	377587	390282
	4,9	7,2	4,7	3,4
-Ménages (résidents)	248123	265493	277517	286962
	3,1	7,0	4,5	3,2
-Administrations Publiques	88118	94991	100070	103320
	10,2	7,8	5,3	3,2
FBCF	98380	107037	113994	121632
	7,9	8,8	6,5	6,7
Variation des stocks	1141	2429	182	202
Exportations (B&S)	116966	123716	130281	137530
	1,6	5,8	5,3	5,6
Importations (B&S)	134073	151893	160481	168738
	4,5	13,3	5,7	5,1

* : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

EQUILIBRE DU PIB
(Croissance réelle en%)

RUBRIQUES	2003	2004*	2005*	2006*
PIB	5,2	3,5	2,6	3,2
Consommation finale:	4,2	4,1	3,2	3,1
-Ménages (résidents)	3,3	4,1	3,0	3,4
-Administrations Publiques	6,7	4,2	3,5	2,2
FBCF	11,9	5,8	4,6	4,9
Exportations B&S	-0,8	4,8	3,9	4,0
Importation B&S	5,6	6,5	4,5	4,7

* : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

CONTRIBUTION DES AGREGATS
DE LA DEMANDE FINALE A LA CROISSANCE*
(En %)

RUBRIQUES	2003	2004*	2005*	2006*
PIB	5,2	3,5	2,6	3,1
Consommation Finale				
-Ménages Résidents	2,0	2,4	1,8	2,0
-Administrations Publiques	1,5	0,9	0,8	0,5
FBCF	2,4	1,3	1,0	1,1
Variation des stocks	1,5	-0,3	-0,6	-0,1
Commerce extérieur (B&S)	-2,2	-0,8	-0,4	-0,4

* : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

CONSOMMATION FINALE NATIONALE
(Millions de dirhams courants)

RUBRIQUES	2003	2004*	2005*	2006*
PIB	418655	441773	461563	480909
Revenu National Brut Disponible	450334	476350	498438	518144
Consommation finale nationale	336241	360484	377587	390282
Epargne intérieure en % du PIB	19,7	18,4	18,2	18,8
Epargne Nationale en % du RNBD	25,3	24,3	24,2	24,7

* : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

BALANCE EXTERIEURE DES RESSOURCES*
(En millions de dirhams courants)

RUBRIQUES	2003	2004*	2005*	2006*
Exportations B&S	136300	143954	151616	159933
Variation en %	1,4	5,6	5,3	5,5
Importations B&S	153406	172131	181816	191141
Variation en %	4,6	12,2	5,6	5,1
Déficit en ressources	-17106	-25412	-27154	-28907
En % du PIB	-4,1	-6,4	-6,5	-6,5

* : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

COMPTE EPARGNE-INVESTISSEMENT
En % du PIB

Rubriques	2003	2004*	2005*	2006*
Investissement brut	23,8	24,8	24,7	25,3
Epargne intérieure	19,7	18,4	18,2	18,8
Revenus nets en provenance du reste du monde	7,6	7,8	8,0	7,7
Epargne nationale	27,3	26,2	26,2	26,6
Solde de financement	3,5	1,4	1,4	1,3

* : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

PERSPECTIVES DES FINANCES PUBLIQUES
(non compris TVA des collectivités locales)
(en % du PIB)

Rubriques	2003	2004	2005*	2006**
Recettes ordinaires	24,1	24,7	24,7	22,1
-Recettes fiscales	20,6	20,3	20,1	20,1
Dont Recettes fiscales directes	7,9	8,1	8,1	8,1
-Privatisations	1,5	2,0	2,6	0,0
Dépenses ordinaires	23,4	23,2	23,8	23,1
- Personnel	12,9	13,0	13,2	13,3
-Autres biens et services	5,3	5,5	5,5	5,3
- Intérêts de la dette	4,1	3,9	3,8	3,8
- Compensation	1,2	0,8	1,3	0,7
Solde courant	0,7	1,5	0,9	-1,0
Dépenses d'équipement	4,5	5,6	4,3	4,2
Déficit global (-) base ordonnancement.	-3,7	-4,1	-3,2	-5,1
Encours de la dette directe extérieure	18,8	17,6	16,5	15,1
Encours de la dette directe intérieure	50,5	52,7	56,9	60,1

* : Indicateurs calculés sur la base des données de la loi des finances de 2005

** : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

PERSPECTIVES DES FINANCES EXTERIEURES
(en % du PIB)

Rubriques	2003	2004*	2005*	2006*
Solde commercial	-12,4	-15,2	-15,3	-15,3
Déficit en ressources	-4,1	-6,4	-6,5	-6,5
Solde courant	3,5	1,4	1,4	1,3
Réserves : mois import B&S nf	10,0	9,6	9,6	9,7
Taux d'ouverture (x+m) / (PIB)	52,3	54,6	55,1	55,7

* : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

PERSPECTIVES DE CROISSANCE DE LA MASSE MONETAIRE
ET DE SES CONTREPARTIES (en %)

Rubriques	2003	2004*	2005*	2006*
Avoirs extérieurs nets	15,1	8,2	5,8	5,5
Créances sur l'Etat	-2,7	-10,6	0,0	0,0
Concours à l'économie	8,7	5,5	5,2	5,4
Masse monétaire	8,8	4,9	5,7	5,1

* : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE LA STRUCTURE DES
CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE (en %)

Rubriques	2003	2004*	2005*	2006*
Avoirs extérieurs nets	28,2	29,5	29,8	30,1
Créances sur l'Etat	17,4	15,0	14,4	13,7
Concours à l'économie	54,4	55,5	55,8	56,2

* : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan